Glyphosate : stop à l'empoisonnement

Communiqué de la délégation socialiste française au Parlement européen
Strasbourg – mercredi 13 avril 2016 -

Le Parlement européen a adopté aujourd'hui à une courte majorité (374 pour, 225 contre, 104 abstention) une résolution demandant un renouvellement pour 7 ans de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate, contrairement aux 15 ans proposé par la Commission européenne.

Les eurodéputés socialistes et radicaux regrettent que la plénière du Parlement européen n'ait pas suivi sa commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire : cette dernière avait demandé l'interdiction du glyphosate. Depuis plus de 30 ans, Monsanto empoisonne la planète avec son herbicide, plus connu sous le nom de « Round up ». Déclaré « cancérigène probable » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mars 2015, le glyphosate reste l'herbicide le plus vendu au monde. Présent dans plus de 750 désherbants, ce produit dangereux a récemment été détecté chez 44% des citoyens européens n'ayant jamais été en contact direct avec l'herbicide : c'est simple, une bonne partie de notre chaîne alimentaire est contaminée.

Malgré cela, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a jugé « improbable » le risque cancérigène du glyphosate.

Là aussi, les eurodéputés socialistes et radicaux alertent depuis plusieurs années sur l'absence d'indépendance et de transparence de l'EFSA. Les études utilisées par celle-ci sont « au mieux » sponsorisées par l'industrie agrochimique, au pire rédigées par cette dernière. A ce jour, l'identité des 73 experts nationaux ayant participé à cette évaluation du glyphosate reste inconnue, ce qui empêche de contrôler leurs liens éventuels avec l'industrie.

Pour les eurodéputés socialistes et radicaux, il est de notre responsabilité d'appliquer le principe de précaution et de retirer du marché les molécules dangereuses qui menacent la santé de millions de citoyens européens, à commencer par celle des agriculteurs eux-mêmes.

À ce titre, l'urgence à très court terme est d'aider les producteurs utilisant le glyphosate en leur proposant des solutions alternatives. Cela passe par un accompagnement qui repose à la fois sur l'utilisation des produits les moins dangereux mais surtout sur le développement des bio-contrôles et un changement progressif des modèles de production. Une agriculture respectueuse de la biodiversité, de l'environnement et de la santé des agriculteurs et des citoyens n'est plus la question, elle est la réponse !

Enfin, nous réclamons un durcissement de la législation sur tous les perturbateurs endocriniens. Après ce vote, nous demandons à la France de plaider pour que la Commission européenne retire son acte d'exécution et nous exigeons une évaluation indépendante de cette substance, ainsi que la publication de l'ensemble des études utilisées par l'EFSA sur le sujet.
Le lien vers le site de la DSF